

Guy Gosselin (sous la direction de), *La politique étrangère du Canada : approches bilatérale et régionale*, Québec, Centre québécois de relations internationales, 1984, 259 p.

Jean-François Rioux

Numéro 8, automne 1985

Innovations et politiques technologiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040503ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040503ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rioux, J.-F. (1985). Compte rendu de [Guy Gosselin (sous la direction de), *La politique étrangère du Canada : approches bilatérale et régionale*, Québec, Centre québécois de relations internationales, 1984, 259 p.] *Politique*, (8), 153-155. <https://doi.org/10.7202/040503ar>

**Guy Gosselin (sous la direction de), *La politique étrangère du Canada: approches bilatérale et régionale*, Québec, Centre québécois de relations internationales, 1984, 259 pages.**

Cet ouvrage est constitué des communications présentées par quelques spécialistes de la politique étrangère du Canada lors d'un colloque à l'université Laval en 1983. Il s'agit donc d'un intéressant ensemble d'études sur la politique extérieure de l'ère Trudeau.

La politique de troisième option, qui marqua en 1972 le passage du multilatéralisme au bilatéralisme comme moyen privilégié d'affranchissement de l'influence américaine, constitue la base de notre diplomatie et son analyse domine largement ce volume. L'approche régionale est souvent associée au bilatéralisme mais est difficile à cerner. Gosselin et Mace ne concluent qu'à une «amorce» de politique régionale et leur démonstration ne convainc pas tout à fait. En effet, l'assimilation des partenaires importants du Canada («pays de concentration») à des tremplins régionaux n'est pas satisfaisante car rien n'indique que l'établissement de relations bilatérales denses ait pour but l'influence régionale.

Les différents auteurs de ce volume s'entendent pour affirmer, comme Gotlieb et Kinsman (1981), qu'il ne faut pas voir la troisième option strictement comme une tentative de diversification commerciale et ainsi croire à son échec. Pour Hervouet et Hudon, la troisième option ne se limite pas au domaine commercial ni même à la politique extérieure, elle constitue un effort général

de diversification économique marqué avant tout par l'internationalisation du capitalisme canadien. Si donc l'on considère l'augmentation formidable de l'exportation des capitaux canadiens, on ne peut pas conclure à la vanité de la politique étrangère du Canada depuis quinze ans. Dewitt et Kirton exposent les thèses de leur ouvrage *Canada as a Principal Power* (1984): Le Canada est une «puissance principale» dotée d'une périphérie économique distincte dont la création a été sciemment poursuivie au cours des ans. Kim Richard Nossal qui a récemment publié *The Politics of Canadian Foreign Policy* (1985) soutient aussi que le bilatéralisme implique plus que la simple diversification commerciale. L'apport de Nossal se situe surtout au niveau des déterminants internes de la politique étrangère canadienne: la recherche du développement économique et la volonté du ministère des affaires extérieures de se constituer en agence centrale. En bref, la troisième option et le bilatéralisme seraient une tentative de planifier la politique étrangère. L'auteur souligne avec pertinence que cette velléité contraste fortement avec l'absence presque totale de contrôle du Canada sur son environnement international. Panayotis Soldatos signe une «synthèse» qui est en fait un article sur la troisième option. On rencontre beaucoup d'hypothèses et de concepts dans ce texte ambitieux mais court. Retenons l'idée selon laquelle la troisième option a toujours été accompagnée d'éléments continentalistes s'étant avivés au fil des années. La politique extérieure de la fin de l'ère Trudeau pourrait donc être interprétée comme une «quatrième option», synthèse des trois autres. Cette politique s'appuie sur nos liens privilégiés avec les États-Unis (sans intégration toutefois) pour assurer la croissance et l'expansion mondiale de l'économie canadienne. On peut se demander à la lumière de cette observation si la révision en cours de la politique étrangère ne donnera finalement lieu qu'à une reformulation de la stratégie déjà en place sous le précédent gouvernement.

On retiendra de l'ouvrage du C.Q.R.I. ces courts articles où des experts nous soumettent les résultats de leurs recherches sur la troisième option et le bilatéralisme. Certains seront utiles à qui veut s'initier aux problématiques actuelles sur les relations extérieures du Canada. Cependant, le livre dans son ensemble, à cause de la diversité et de la qualité inégale de ses contributions, apporte peu à la recherche sur la politique étrangère canadienne.

Jean-François Rioux  
Université Carleton